

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 881**10 juin 2002****SOMMAIRE**

Apollo Global Derivatives, Sicav, Luxembourg	42280	logy Masters Technologies, Luxembourg	42246
B.F. Meat, S.à r.l., Luxembourg	42264	Ivory Holding S.A., Luxembourg	42283
B.F. Meat, S.à r.l., Luxembourg	42265	Japan Dynamic Fund, Sicav, Luxembourg	42274
(Le) Barron Investments S.A., Luxembourg	42261	Japan Pacific Fund Sicav, Luxembourg	42281
(Le) Barron Investments S.A., Luxembourg	42261	Kekkonen S.A.H., Luxembourg	42284
Berton Company S.A., Luxembourg	42272	Lem Trans A.G., Weiswampach	42272
Bishop Investments S.A., Luxembourg	42265	Liparis Financière S.A., Luxembourg	42280
BL Kingfisher Fund of Funds	42249	Luxembourg European and American Fund, Sicav, Luxembourg	42273
BNP Floor Fund, Sicav, Luxembourg	42276	Luxyachting S.A., Luxembourg	42279
BNP Protected, Sicav, Luxembourg	42276	Lysias Finance S.A., Luxembourg	42280
C.R. Entreprises S.A., Luxembourg	42278	Made by Sam's Luxembourg S.A., Luxembourg . .	42279
C.T.B.R. Luxembourg Holding S.A., Luxembourg .	42276	Midilux Holdings S.A., Luxembourg-Kirchberg . .	42274
Cable Tray International, S.à r.l., Luxembourg . .	42287	Omnion S.A., Luxembourg	42266
Cable Tray International, S.à r.l., Luxembourg . .	42288	Omnion S.A., Luxembourg	42266
Capital Investissements Europe S.A., Luxembourg	42285	Paledo, S.à r.l., Bettembourg	42262
Charisma Sicav, Luxembourg-Strassen	42272	Parlam Invest Holding S.A., Luxembourg	42284
Copenhagen Investment S.A.H., Luxembourg . . .	42247	Pesa S.A., Luxembourg	42283
Corporate Services Europe S.A.	42262	Pipal Solutions - Benelux S.A., Luxembourg	42269
Daltinvest S.A., Luxembourg	42285	Pipal Solutions - Benelux S.A., Luxembourg	42271
Desiderata Holding S.A., Luxembourg	42282	Propriano Holding S.A., Luxembourg	42282
Development Holding Company S.A.	42278	Quilmes Industrial, Luxembourg	42275
DIT Privatrente 1942-1951	42260	Quilvest S.A.H., Luxembourg	42275
DIT Privatrente 1957-1966	42260	R.I.I. S.A., Recherche et Investissements Interna- tionaux, Luxembourg	42267
DIT Privatrente 1967-1976	42260	Retriver S.A., Luxembourg	42271
DIT Privatrente 1977-1996	42261	Royal & SunAlliance Global Investment Portfolio, Sicav, Luxembourg	42277
DIT-Privatrente 1952-1956	42261	Salix Investment S.A., Luxembourg	42286
Emerge Capital, Sicav, Luxembourg	42273	Sarasin Multi Label, Sicav, Luxembourg	42277
Euro Développement S.A., Luxembourg	42284	Sicav France-Luxembourg S.A., Luxembourg . . .	42242
Europrop Luxembourg II S.A., Luxembourg	42267	Société de Participations «Filunor» S.A.H., Luxem- bourg	42286
Europrop Luxembourg II S.A., Luxembourg	42267	Société Financière du Mont Canigou S.A.H., Lu- xembourg	42281
Europrop (Holding) Luxembourg II S.A., Luxem- bourg	42268	Southinvest S.A.H., Luxembourg	42279
Europrop (Holding) Luxembourg II S.A., Luxem- bourg	42268	Swann Holding S.A., Luxembourg	42286
Five Stars	42247	Timebox S.A., Luxembourg	42285
Fonds Direkt Sicav, Luxembourg-Strassen	42282	Trio Holding S.A., Luxembourg	42274
Gwenaël S.A., Luxembourg	42287	Video Parc International S.A., Luxembourg	42263
Holder International S.A., Luxembourg	42268	Vidifer S.A.H., Luxembourg	42281
Infogate S.A., Luxembourg	42273	Xenos, Sicav, Luxembourg	42278
Installations Froid Participations S.A., Luxem- bourg	42283		
IT Masters Technologies S.A., Information Techno-			

SICAV FRANCE - LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 26.560.

L'an deux mille deux, le huit mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de SICAV FRANCE - LUXEMBOURG (la «Société»), ayant son siège social à 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 24 septembre 1987, publié au Mémorial C, numéro 295 du 22 octobre 1987.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, prénommé, en date du 6 avril 1999, publié au Mémorial C numéro 553 du 19 juillet 1999.

L'Assemblée a été ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Patrick Reuter, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme Secrétaire Madame Olivia Moessner, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de Scrutateur Madame Katia Panichi, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le Notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Modification des articles 1, 5, 6, 9, 11, 16, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29 et 30 des statuts de la Société afin de:

- permettre au conseil d'administration de la Société d'émettre différentes classes d'actions à l'intérieur d'une catégorie d'actions;

- prévoir la ségrégation des avoirs et engagements des différentes catégories d'actions;

- prévoir les règles d'évaluation des actions ou parts d'organismes de placement collectif dans lesquels la Société investit; et

- autoriser le conseil d'administration de la Société de liquider une catégorie ou classe d'actions ou de fermer une catégorie ou classe d'actions par apport en nature à une autre catégorie ou classe d'actions ou à un autre organisme de placement collectif.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphés ne varietur par les comparants.

III. Que les actionnaires ont été informés de la tenue de la présente Assemblée par une convocation envoyée par lettre recommandée à tous les actionnaires nominatifs en date du 19 avril 2002 et par une convocation publiée au Mémorial et au Luxemburger Wort les 19 et 29 avril 2002.

IV. Qu'il résulte de la liste de présence que sur les deux millions quatre cent cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-cinq (2.452.785) actions en circulation, deux millions deux cent trente-neuf mille quatre-vingt-neuf (2.239.089) actions sont représentées à la présente Assemblée.

V. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée après avoir constaté que suite à la renumérotation des articles intervenue le 6 avril 1999, l'article 27 ayant été supprimé, les articles à modifier par la présente assemblée sont les articles 27 et 28 en lieu et place des articles 28, 29 et 30 mentionnés dans les convocations de la présente assemblée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de modifier l'article premier des statuts comme suit:

«Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination SICAV FRANCE-LUXEMBOURG («la Société»).»

Deuxième résolution

Il est décidé de modifier l'article 5, paragraphe 2 des statuts comme suit:

«Le capital minimum de la Société est de un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept Euro et soixante-trois cents (1.239.467,63 EUR).»

Troisième résolution

Il est décidé de modifier l'article 5, paragraphe 4 des statuts comme suit:

«Par ailleurs, les actions à émettre à l'intérieur de chaque catégorie d'actions peuvent, si le conseil d'administration en décide ainsi, être émises sous forme d'actions de différentes classes, chaque classe ayant une ou plusieurs caractéristiques distinctes, tels que des droits d'entrée, des frais de rachat, des montants minimum d'investissement ou la devise de référence ou représentant des actions qui ouvrent droit aux dividendes («actions de distribution») ou des actions qui n'ouvrent pas droit aux dividendes («actions de capitalisation»).»

Quatrième résolution

Il est décidé de modifier l'article 5 en modifiant la deuxième phrase du paragraphe 5 des statuts comme suit:

«Bien que, dans les relations des actionnaires entre eux, chaque Compartiment soit traité comme une entité à part, la Société constitue une seule et même entité juridique.»

Cinquième résolution

Il est décidé de modifier l'article 5, paragraphe 6 des statuts comme suit:

«Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chacune des catégories et classes seront, s'ils ne sont pas exprimés en Euro, convertis en Euro, le capital étant égal au total des avoirs nets de toutes les catégories et classes.»

Sixième résolution

Il est décidé de modifier l'article 5, paragraphe 7 des statuts comme suit:

«L'assemblée générale des actionnaires peut, conformément à l'article 28 des présents statuts, réduire le capital de la Société par l'annulation des actions d'une catégorie ou classe d'actions déterminée et rembourser aux actionnaires de cette catégorie ou classe l'entière valeur nette de ces actions, à condition que les exigences relatives au quorum et à la majorité nécessaires à la modification des statuts soient remplies pour les actions de cette catégorie ou classe déterminée.»

Septième résolution

Il est décidé de modifier l'article 6, paragraphe 6, première phrase des statuts comme suit:

«Toutes les actions autres que celles au porteur émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il l'a indiqué à la Société, le nombre, la catégorie et classe d'actions nominatives qu'il détient et le montant payé sur chacune de ces actions.»

Huitième résolution

Il est décidé de modifier l'article 9 des statuts comme suit:

«L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les résolutions prises à une telle assemblée s'imposeront à tous les actionnaires de la Société, indépendamment de la catégorie ou classe d'actions qu'ils détiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Toutefois les décisions qui ne concernent qu'une catégorie ou classe d'actions seront prises par l'assemblée des actionnaires de cette catégorie ou classe, étant entendu que les dispositions de quorum et de majorité prévues à l'article 11 ci-après seront applicables à ces assemblées.»

Neuvième résolution

Il est décidé de modifier l'article 11, paragraphe 2, première phrase des statuts comme suit:

«Toute action, quelle que soit la catégorie ou classe à laquelle elle appartient, et quelle que soit la valeur nette par action dans cette catégorie ou classe, donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par télex ou par tout autre moyen de télécommunication écrit, une autre personne comme son mandataire.»

Dixième résolution

Il est décidé de modifier l'article 16 des statuts comme suit:

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement pour les investissements concernant chaque catégorie et classe d'actions ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles prévues par le conseil d'administration pour les investissements de chaque catégorie et classe d'actions.»

Onzième résolution

Il est décidé de modifier l'article 21, paragraphe 2, deuxième phrase des statuts comme suit:

«Le paiement sera effectué dans les 5 (cinq) jours ouvrés de la date à laquelle a été fixée la valeur nette applicable, ou à la date à laquelle les certificats d'actions ont été reçus par la Société, si cette date est postérieure à celle de la détermination de la valeur nette applicable, et sera égal à la valeur nette par action de la catégorie et classe d'actions en question, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'article vingt-trois ci-après sous déduction du droit de sortie et de la commission qui pourra être fixée par le conseil d'administration pour toutes les catégories et classes d'actions ou pour partie seulement de celles-ci.»

Douzième résolution

Il est décidé de modifier l'article 21, paragraphes 4 et 5 des statuts comme suit:

«Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions en actions d'une autre catégorie et/ou d'une autre classe à un prix égal aux valeurs nettes respectives des actions des différentes catégories et/ou classes, étant entendu que le conseil d'administration peut exclure la conversion des actions de l'une ou l'autre catégorie ou classe en celles de tout ou partie des autres catégories ou classes; il peut également imposer des restrictions concernant, inter alia, la fréquence des conversions, et peut les soumettre au paiement de frais dont il déterminera le montant.

Au cas où l'achat ou la conversion d'actions réduiraient le nombre d'actions d'une catégorie ou classe donnée, appartenant à un seul actionnaire, en dessous de tel nombre d'actions que pourra déterminer le conseil d'administration, l'actionnaire sera réputé avoir demandé le rachat ou la conversion de toutes ses actions de cette catégorie ou classe.»

Treizième résolution

Il est décidé de modifier l'article 22, paragraphe 1 des statuts comme suit:

«La valeur nette des actions de la Société sera déterminée, pour les actions de chaque catégorie et classe d'actions, périodiquement par la Société, mais en aucun cas moins d'une fois par mois, comme le conseil d'administration le déterminera (le jour de la détermination de la valeur nette des avoirs est désigné dans les présents statuts comme «Date d'Evaluation»), étant entendu que si une telle Date d'Evaluation est un jour considéré comme férié par les banques à Luxembourg ou à Paris, elle serait avancée au jour ouvrable précédant le jour férié.»

Quatorzième résolution

Il est décidé de modifier l'article 22, paragraphe 2 des statuts comme suit:

«La Société pourra suspendre la détermination de la valeur nette des actions d'une ou plusieurs catégories d'actions, l'émission et le rachat des actions de cette catégorie, ainsi que la conversion à partir de ces actions et en ces actions (et entre classes d'actions, si des classes sont émises à l'intérieur d'une catégorie),

a) pendant toute période pendant laquelle une des principales bourses ou marchés à laquelle une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à une catégorie d'actions donnée sont cotés, est fermée pour une autre raison que pour congé normal, ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues;

b) lors de l'existence d'une situation qui constitue une situation d'urgence et de laquelle il résulte que la Société ne peut pas normalement disposer de ses avoirs, attribuables à une catégorie d'actions donnée, ou les évaluer correctement;

c) lorsque les moyens de communication, qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'une catégorie d'actions donnée ou le prix courant ou valeurs sur une bourse, sont hors de service;

d) pendant toute période où la Société est incapable de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, à l'avis des administrateurs, à un taux de change normal; ou

e) pendant toute période pendant laquelle la valeur nette d'inventaire de l'un ou de plusieurs organismes de placement collectif, dans lesquels la Société a investi et lorsque ces parts ou obligations d'organismes de placement collectif constituent une partie significative des actifs de la Société, ne peut pas être déterminée avec précision, de manière à refléter leur réelle valeur du marché lors d'un Jour d'évaluation (tel que défini pour chaque catégorie).

Pareille suspension sera publiée par la Société et sera notifiée aux actionnaires demandant le rachat ou la conversion d'actions par la Société au moment où ils feront la demande définitive par écrit, conformément aux dispositions de l'article vingt et un ci-dessus.

Pareille suspension, concernant une catégorie ou classe d'actions, n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette, l'émission, le rachat et la conversion des actions des autres catégories ou classes d'actions.»

Quinzième résolution

Il est décidé de modifier l'article 23, paragraphe 1^{er} des statuts comme suit:

«La valeur nette des actions, pour chaque catégorie ou le cas échéant de chaque classe d'actions de la Société, s'exprimera en Euro ou en telle autre monnaie à déterminer pour toute catégorie ou classe d'actions déterminée par le conseil d'administration, par un chiffre par action. La valeur nette des actions de chaque catégorie sera déterminée à chaque Date d'Evaluation, en divisant les avoirs nets de la Société correspondant à chaque catégorie d'actions, constitués par les avoirs de la Société correspondant à cette catégorie d'actions moins les engagements attribuables à cette catégorie d'actions, par le nombre d'actions émises dans cette catégorie d'actions, le prix ainsi obtenu étant arrondi de la manière prescrite par le conseil d'administration. Si plusieurs classes d'actions ont été émises dans une catégorie et dans la mesure où cela est nécessaire, la valeur nette des actions de chaque classe dans une telle catégorie devra être déterminée en attribuant à chaque classe une proportion des actifs nets (à l'exclusion des charges relatives à cette classe) de la catégorie concernée égale à la proportion que représentent les actions de chaque classe dans ladite catégorie par rapport au nombre total d'actions en émission de cette catégorie. Les montants ainsi obtenus seront ensuite pour chaque classe réduits par les charges relatives à la classe concernée. Si depuis la fermeture des bureaux du jour en question, il y avait eu une modification substantielle des cours sur les marchés sur lesquels une partie importante des investissements de la Société attribuables à une catégorie ou classe particulière d'actions sont négociés ou cotés, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation en vue de sauvegarder les intérêts des actionnaires et de la Société.»

Seizième résolution

Il est décidé de modifier l'article 23, paragraphe 2, première phrase des statuts:

«L'évaluation des avoirs des différentes catégories ou classes d'actions se fera de la manière suivante:»

Dix-septième résolution

Il est décidé de modifier le deuxième paragraphe du point A) de l'article 23 des statuts en ajoutant trois nouveaux points ayant la teneur suivante:

«7) Les actions ou parts d'un organisme de placement collectif de type ouvert seront évaluées sur base de la valeur nette d'inventaire disponible de ces actions ou parts.

8) Les actions ou parts d'un organisme de placement collectif pour lesquelles les émissions et les rachats sont restreints et qui font l'objet d'un négoce sur le marché secondaire seront évaluées sur base du prix moyen sur le marché habituellement considéré comme le marché principal de ces actions ou parts.

9) Si certains événements, ayant pour effet de modifier de manière significative la valeur nette d'inventaire de ces actions ou parts d'organismes de placement collectif, se produisent depuis le jour où la dernière valeur nette d'inventaire a été calculée, la valeur de ces actions ou parts peut être ajustée afin de refléter, selon l'opinion raisonnable du Conseil d'Administration, cette modification de valeur.»

Dix-huitième résolution

Il est décidé de modifier le point d) du paragraphe C. de l'article 23 des statuts en supprimant la phrase suivante:

«Etant entendu que tous les engagements, quelle que soit la masse à laquelle ils sont attribués, engageront la Société toute entière, sauf accord contraire avec les créanciers.»

Dix-neuvième résolution

Il est décidé de modifier le point e) du paragraphe C. de l'article 23 en ajoutant une dernière phrase ayant la teneur suivante:

«Au cas où deux ou plusieurs classes étaient créées au sein de chaque catégorie d'actions, conformément à ce qui est décrit à l'article 5 ci-dessus, les règles d'allocation déterminées ci-dessus s'appliqueront mutatis mutandis à chaque classe.»

Vingtième résolution

Il est décidé de modifier l'article 23 des statuts par l'ajout d'un nouveau point E ayant la teneur suivante:

«E. Si des actions de distribution et des actions de capitalisation sont émises dans une catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire par action de chaque classe d'actions de la catégorie d'actions concernée sera calculée en divisant la valeur nette d'inventaire de la catégorie d'actions concernée qui est à attribuer à la classe d'actions concernée, par la totalité des actions émises dans la classe concernée. Le pourcentage de la valeur totale des actifs nets de la catégorie d'actions concernée qui est attribué aux classes d'actions respectives et qui était, à l'origine, égal au pourcentage que représentait chaque classe d'actions par rapport à la totalité des actions de la catégorie concernée, se modifie de la façon suivante à la suite de paiements de dividendes ou d'autres paiements en rapport avec les actions de distribution:

a) chaque fois qu'une distribution est effectuée sur les actions de distribution, la valeur nette d'inventaire totale qui est attribuable à cette classe d'actions est réduite du montant de la distribution ainsi que du montant des frais engendrés par cette distribution (ce qui entraîne une diminution du pourcentage de la totalité des actifs nets de la catégorie d'actions concernée qui est à attribuer aux actions de distribution), alors que la valeur nette d'inventaire qui est à attribuer aux actions de capitalisation reste inchangée (ce qui entraîne une augmentation du pourcentage de la valeur totale des actifs nets de la catégorie d'actions concernée à attribuer aux actions de capitalisation);

b) chaque fois qu'il sera procédé à l'émission de nouvelles actions d'une des deux classes ou au rachat d'actions d'une des deux catégories, la valeur nette d'inventaire totale attribuée à la classe d'actions correspondante sera augmentée ou, le cas échéant, réduite du montant reçu ou payé par rapport à cette émission ou ce rachat.»

Vingt et unième résolution

Il est décidé de modifier l'article 24, première phrase des statuts comme suit:

«Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et émises, sera égal à la valeur nette telle qu'elle est définie dans les présents statuts pour la catégorie ou classe d'actions en question, plus telles commissions qui seront prévues dans les documents relatifs à la vente, le prix ainsi obtenu étant arrondi vers le haut au centime entier le plus proche.»

Vingt-deuxième résolution

Il est décidé de modifier l'article 25, troisième phrase des statuts comme suit:

«Au cas où il existerait différentes catégories ou classes d'actions, telles que prévues à l'article cinq des présents statuts, et si les comptes de ces catégories ou classes sont exprimés en monnaies différentes, ces comptes seront convertis en Euro et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.»

Vingt-troisième résolution

Il est décidé de modifier l'article 26 des statuts comme suit:

«L'assemblée des actionnaires de chaque catégorie ou classe d'actions décidera, sur proposition du conseil d'administration, de l'usage à faire du solde du revenu net annuel des investissements.

Des dividendes intérimaires peuvent être payés pour les actions d'une catégorie ou classe d'actions par décision du conseil d'administration.

Aucun dividende ne sera payé sur les Actions de Capitalisation. Les détenteurs d'Actions de Capitalisation participeront de manière égale au résultat de la Société car leur part de résultat se reflétera dans leur valeur nette d'inventaire.»

Vingt-quatrième résolution

Il est décidé de modifier l'article 27, deuxième phrase des statuts comme suit:

«Le produit net de liquidation de chaque catégorie ou classe d'actions sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires de chaque catégorie ou classe d'actions en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans cette catégorie ou classe.»

Vingt-cinquième résolution

Il est décidé de modifier l'article 27 des statuts en ajoutant deux paragraphes ayant la teneur suivante:

«Le conseil d'administration de la Société peut décider de liquider une catégorie ou une classe d'actions si les avoirs nets de cette catégorie ou classe tombent en dessous de cinq millions d'Euros (EUR 5.000.000,-) ou l'équivalent dans la devise de référence de la catégorie ou classe concernée ou si une modification dans la situation économique ou politique concernant la catégorie ou la classe concernée devait justifier une telle liquidation à condition que des provisions appropriées, pour couvrir les dépenses de liquidation, aient été faites. La décision de la liquidation sera publiée par la Société avant la date d'effet de la liquidation et la publication en indiquera les raisons et la procédure des opérations de liquidation. A moins que le conseil d'administration n'en décide autrement dans l'intérêt des actionnaires, ou pour assurer le maintien du traitement égalitaire entre les actionnaires, les actionnaires de la catégorie ou classe concernée peuvent continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions sans frais. Les avoirs qui ne pourront pas être distribués à leurs bénéficiaires lors de la clôture de la liquidation de la catégorie ou classe concernée seront déposés auprès de la Banque Dépositaire pour une période de 6 mois après la clôture de la liquidation. Après cette période de 6 mois, les avoirs seront déposés auprès de la Caisse de Consignation pour le compte de leurs bénéficiaires.

Dans les mêmes circonstances que celles prévues dans le paragraphe précédent, le conseil d'administration peut décider de fermer une catégorie ou une classe par apport à une autre catégorie ou classe ou à un autre organisme de placement collectif luxembourgeois. Un tel apport peut encore être décidé par le conseil d'administration si l'intérêt des actionnaires des catégories ou classes concernées l'exige. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite au paragraphe précédent. La publication contiendra des informations sur la nouvelle catégorie, classe ou l'organisme de placement collectif. Une telle publication devra être faite au moins un mois avant la date à laquelle la fusion deviendra effective, afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions sans frais, avant que l'opération d'apport à une autre catégorie ou classe ne devienne effective. Si les actions sont apportées à un organisme de placement collectif du type «fonds commun de placement» ou un organisme de placement collectif étranger, cet apport ne liera que les actionnaires qui l'ont expressément accepté.»

Vingt-sixième résolution

Il est décidé de modifier l'article 28, deuxième phrase des statuts:

«Toute modification affectant les droits des actionnaires d'une catégorie ou classe par rapport à ceux des autres catégories ou classe d'actions sera en outre soumise aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans ces catégories ou classes d'actions.»

Les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix.

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes sont à charge du Fonds.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Reuter, O. Moessner, K. Panichi, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 14 mai 2002, vol. 421, fol. 46, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 17 mai 2002.

H. Hellinckx.

(36334/242/285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2002.

**IT MASTERS TECHNOLOGIES S.A., INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS TECHNOLOGIES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 64.136.

Le 20 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- 1) la valeur nominale des actions est supprimée;
- 2) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- 3) le capital actuel de LUF 1.250.000 est converti en EUR 30.986,69;
- 4) l'article 5, premier alinéa, des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cent (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

5) les 1.250 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 1.000 chacune sont échangées contre 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 7 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour IT MASTERS TECHNOLOGIES S.A., INFORMATION TECHNOLOGY MASTERS TECHNOLOGIES S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21355/528/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

COPENHAGEN INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R. C. Luxembourg B 38.655.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 27 février 2002, vol. 565, fol. 16, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 6 juin 2001

1. Le commissaire aux comptes DUNART ENGINEERING S.A. HOLDING (anc. FIDUCIAIRE VAN LOEY ET PAT-TEET S.A.) est remplacé avec effet immédiat par A.T.T.C. CONTROL S.A., 16, rue Nassau, L-2213 Luxembourg, qui terminera le mandat de son prédécesseur.

2. A partir de l'exercice social commençant le 1^{er} janvier 2001, et conformément à la loi du 10 décembre 1998, le capital social de BEF 9.000.000,- est converti en EUR 224.000,- représenté par 9.000 actions sans désignation de valeur nominale, par incorporation au capital de EUR 895,83 provenant des réserves extraordinaires.

Suite à cette résolution l'assemblée a constaté que seul l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts de la société a été modifié et prendra désormais la teneur suivante:

Art. 3. Alinéa 1^{er}. Le capital social est fixé à EUR 224.000,- (deux cent vingt-quatre mille euros), représenté par 9.000 (neuf mille) actions sans désignation de valeur nominale.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2002, vol. 565, fol. 16, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(21220/813/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2002.

FIVE STARS, Fonds Commun de Placement.

AMENDMENT OF THE MANAGEMENT REGULATIONS

Art. 3. Investment Restrictions.

The following sentence has to be replaced:

«3. A Portfolio may not invest more than 10% of its net assets in securities issued by the same issuing body;»

«3. A Portfolio may not invest more than 10% of its net assets in securities issued by the same body or in the units of other undertakings for collective investment, except for a Portfolio characterised as a fund of hedge funds (see hereunder).»

The following sentences has to be added:

«The restrictions mentioned in a), b) and c), and also for Five Stars - Conservative Hedge Portfolio, above do not apply to the acquisition of units of open-end undertakings for collective investment if those undertakings are subject to a requirement of risk diversification comparable to those provided for in this chapter and if these other undertakings for collective investment are incorporated and domiciled in a member state of the European Union («EU»), in Canada, the United States of America, Switzerland, Japan and Hong Kong and are submitted to a permanent supervision performed by a supervisory authority set up by law in order to ensure the protection of investors. However there will be no excessive concentration in one single undertakings for collective investment.»

«When the maximum percentages mentioned in a), b) and c) above are exceeded following the exercise of rights attached to portfolio securities or other than by the purchase of securities, the Fund will seek to regulate the situation, as a matter of priority, with due consideration for the interests of the Unitholders.»

«By deviating from these restrictions, for any Portfolio which may be characterised as a «fund of hedge funds», it is provided that:

- The Portfolio will refrain from investing an important portion (more than 20%) of the net assets of a compartment in one single other undertaking for collective investment;

- The Portfolio shall not invest in undertakings for collective investment which do not regularly calculate a net asset value (NAV), meaning at least once a month and communicate this value to the Board of Directors, to the investment manager and to the custodian;

- The Portfolio will mainly invest in underlying fund in which shares or units therein may be redeemed on at least a quarterly basis. However, the Portfolio will have the possibility to invest up to 20% of its net assets in underlying funds in which shares or units may be redeemed only once a year;

- The Portfolio shall not invest in undertakings for collective investment which require a redemption notice of more than 3 months.

Art. 9. Net Asset Value.

The following sentence has to be added:

«f) stocks or shares in open-ended investment funds will be valued based on the last price determined according to the provisions of the particular investment fund. Where a net asset value which has been verified by an independent auditor is available, this will be used for the purpose of valuation, except where the Management Company is of the opinion that this net asset value no longer reflects the present conditions, in which case the latest calculation (not yet «audited») of the net asset value will be taken into consideration, in so far as the Management Company considers it to

be representative; When final net asset value figures are available, the Management Company will use them in performing monthly valuations. For investment funds which have not yet published their final net asset value figure at the date of valuation of the portfolio, the Management Company may use estimated net asset value figures received from the investment fund's Administrator or Manager, or other sources it believes to be reliable.»

Art. 12. Acceptance of Applications.

The following sentence has to be added to the first paragraph:

«except for any portfolio characterised as a fund of hedge funds, for which the payment shall be made no later than 4 bank business days in Luxembourg before the date on which the applicable Net Asset Value will be determined.»

Art. 13. Repurchase.

The following sentence has to be added:

«An exception is done for any Portfolio as a fund of hedge funds for which, in order to permit the Fund to raise cash in an orderly fashion to meet redemption requests, requests for redemptions will be accepted for the end of each calendar quarter. The exact periodicity of notice is mentioned in the Prospectus.

Payment for Units redeemed in such fund of hedge funds Portfolio will normally be made not later than thirty calendar days in Luxembourg after the relevant valuation day, for any further details are provided in the prospectus.»

Art. 14. Conversion of Units.

The following sentence has to be added:

«Conversion of Units from and to any Portfolio characterised as a fund of hedge funds is not allowed.»

Art. 15. Management Fee.

The following sentence has to be replaced:

* «1.5 per annum for the Portfolios FIVE STARS- AMERICAS PORTFOLIO, FIVE STARS- EUROPE PORTFOLIO and FIVE STARS- GROWTH PORTFOLIO, which is payable quarterly in arrears based on the average of the net assets of each Portfolio during the relevant quarter.»

* «1.5 per annum for the Portfolios FIVE STARS- AMERICAS PORTFOLIO and FIVE STARS- EUROPE PORTFOLIO, which is payable quarterly in arrears based on the average of the net assets of each Portfolio during the relevant quarter.»

The following sentence has to be added:

* «1.2 per annum for the Portfolios FIVE STARS- GLOBAL PORTFOLIO and FIVE STARS- CONSERVATIVE HEDGE PORTFOLIO, which is payable quarterly in arrears based on the average of the net assets of each Portfolio during the relevant quarter.»

Art. 19. Amendment of the Management Regulations.

The following sentence has to be replaced:

«Any amendment shall become effective five days after its publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.»

«Any amendment shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and become effective, unless otherwise advised, at their signature.»

Art. 20. Duration of the Fund and the Portfolios.

The following sentence has to be deleted:

«and in at least three newspapers with wide circulation, one of which should be a newspaper with wide circulation in Luxembourg, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.»

The following article has to be added:

Art. 21. Liquidation - Merger of Portfolios.

In the event that:

- for any reason the value of the total net assets in any units has not reached, or has decreased, to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for such units to be operated in an economically efficient manner or;

- in case of substantial modification in the political, economic or monetary situation as more fully set out below or;

- as a matter of economic rationalisation,

the Management Company may decide to merge one or several portfolio(s). The Management Company may also decide to liquidate one or several portfolio(s) by cancellation of the relevant units and refunding to the Unitholders of such portfolio(s) the full net asset value of the units of such portfolio(s).

The Management Company may also decide to merge one or several portfolio(s) with one or several portfolio(s) of another Luxembourg investment fund subject to the Luxembourg law of 30 March 1998 on collective investment undertakings.

The Management Company is empowered to take any of the above decisions should changes of the social, political or economical situations in countries where investments of the relevant portfolio(s) are made, or units of the relevant portfolio(s) are distributed, be substantially unfavourable.

Notices of such decisions will be sent to the holders of registered units by post at their address in the register of unitholders.

In case of a merger with another portfolio of FIVE STARS or with a portfolio of another Luxembourg investment fund, unitholders of the portfolio(s) to be merged may continue to ask for the redemption of their units, this redemption being made without cost to the unitholders during a minimum period of one month beginning on the date of publication of the decision to merge. At the end of that period, all the remaining unitholders will be bound by the decision to merge.

In case of the liquidation of a portfolio by decision of the Management Company, the unitholders of the portfolio(s) to be liquidated may continue to ask for the redemption of their units until the effective date of the liquidation. For redemption made under these circumstances, the Fund will apply a net asset value taking the liquidation fees into consideration and will not charge any other fees.

The decision to merge one or several portfolio(s) with another foreign collective investment undertaking belong to the unitholders of the portfolio(s) to be merged. Resolutions in that regard will be passed by the unitholders of the relevant portfolio(s). Only the unitholders having voted for the merger will be bound by the decision of merger. The remaining unitholders will be considered as having asked for the redemption of their units, this redemption being made without cost to the unitholders at the decision of merger.

May 7, 2002.

FUTURO HOLDINGS LUXEMBOURG

Signatures

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE

Banque Dépositaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2002, vol. 568, fol. 39, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37010/022/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

BL KINGFISHER FUND OF FUNDS, Fonds Commun de Placement.

ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluß an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement ist als Verwaltungsreglement am 21. Mai 2002 in Kraft getreten und wird am 10. Juni 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht.

Art. 1. Der Fonds.

1. Der Fonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS (nachfolgend «Fonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 30. März 1988»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Konsolidierungswährung ist der Euro. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Allgemeine Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

4. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 1.239.467,62 Euro erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

6. Die im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar. Anlagebeschränkungen welche zudem auch für den Fonds insgesamt anwendbar sind, sind ebenfalls im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführt.

7. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

8. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die BANQUE DE LUXEMBOURG ASSET MANAGEMENT S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Depotbank des Fonds ist die BANQUE DE LUXEMBOURG. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten («Sperrkonten») und Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Maßgabe des Gesetzes vom 30. März 1988) und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

a) Anteile eines Teilfonds gemäß Artikel 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements auf die Zeichner übertragen;

b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind;

c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluß von Terminkontrakten zahlen;

d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;

e) den Umtausch von Investmentanteilen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages vornehmen bzw. vornehmen lassen;

f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilhaber auszahlen;

g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen;

h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungsgesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben;

i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, daß:

a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen;

b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden;

c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie den Sonderreglements gemäß erfolgen;

d) die Berechnung des Netto-Inventarwertes und des Wertes der Anteile dem Gesetz und dem Allgemeinen Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;

e) bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen eines Teilfonds beziehen, die Bestimmungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements, der Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht;

f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden;

g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;

h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet, und

i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäften eingehalten werden.

5. Darüber hinaus wird die Depotbank:

a) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten;

b) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten;

c) ausschließlich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie

d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

6. a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, daß den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen.

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds. Folgende allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds enthalten sind.

1. Risikostreuung

Das Vermögen der Teilfonds wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäß diesem Artikel des Allgemeinen Verwaltungsreglements angelegt.

Es dürfen ausschließlich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften erworben werden:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind;
- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen;
- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmentaufsicht unterliegen.
(insgesamt die «Zielfonds» genannt).

Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Anlageziele und der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden.

Im Einklang mit den o.g. Regelungen darf der Fonds Anteile an Zielfonds erwerben, welche in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt wurden.

Der Umfang, zu dem in Anteilen von nicht-Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt. Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, handelt es sich um eine Börse in einem OECD-Land.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Immobilien-, Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds sowie keine anderen Wertpapiere (mit Ausnahme von in Wertpapieren verbrieften Finanzinstrumenten) erworben werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht unterschreiten.

Der jeweilige Teilfonds darf nicht mehr als 20% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen eines einzigen Zielfonds anlegen. Für den jeweiligen Teilfonds und für den Fonds insgesamt dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erworben werden.

Die im vorstehenden Absatz geregelten Anlagegrenzen beziehen sich bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (Umbrella-Fonds), jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermäßigen Konzentration des Netto-Teilfondsvermögens auf einen einzigen Umbrella-Fonds kommen.

Soweit es sich bei den Zielfonds um Teilfonds eines Umbrella-Fonds handelt, kann der Erwerb der Zielfondsanteile mit einem zusätzlichen Risiko verbunden sein, wenn der Umbrella-Fonds Dritten gegenüber insgesamt für die Verbindlichkeiten jedes Teilfonds haftet.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

2. Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemäßen Verwaltung für Rechnung des jeweiligen Teilfonds nur mit Absicherungszweck folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

a) Devisenterminkontrakte abschließen sowie Optionsrechte zum Erwerb bzw. zur Veräußerung von Devisen einräumen bzw. erwerben, sowie Optionsrechte auf Zahlung eines Differenzbetrages, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder Devisenterminkontrakten bemißt einräumen oder erwerben.

b) Optionsrechte im Sinne des vorgenannten Absatzes, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, daß:

aa) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem:

(1) Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

(2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt;

bb) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

3. Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente im Sinne von vorstehender Nr. 2:

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

b) Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

c) Die im vorgenannten Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschließlich des zugunsten des jeweiligen Teilfonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens nicht überschreitet.

Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur dann tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

4. Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des jeweiligen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

b) Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

c) Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwerwiegender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

d) Die Gesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilhaber für geboten hält.

5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel in Form von Barguthaben und regelmäßig gehandelten Geldmarktpapieren in Höhe von bis zu maximal 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die nicht zum Fondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Der Fonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

d) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

e) Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte dürfen nicht getätigt werden.

f) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen in jenen Ländern vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstabens b).

b) Kredite zu Lasten des Fonds dürfen nur kurzfristig und bis zur Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 5. Fondsanteile - Ausgabe von Anteilen.

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Die Anteile können in der Form von Inhaber- oder Namensanteilen ausgegeben werden. Die Anteile können als Teilstücke bis zu einem Tausendstel eines Anteils, in ganzen Stücken oder in der Form von Sammelzertifikaten ausgegeben werden, in Stückelungen von 10 oder 100 Anteilen. Teilstücke welche in der Form von Inhaberanteilen ausgegeben werden können nicht materiell geliefert werden und werden bei der Depotbank auf einem Wertpapierkonto verwahrt, das zu diesem Zweck zu eröffnen ist. Namensanteile können durch schriftliche Anweisung an den Transferagent auf Dritte übertragen werden.

2. Alle Fondsanteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und B vorsehen. Anteile der Klasse A berechnen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse B keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

4. Sofern die Ausgabe im Rahmen der von der Verwaltungsgesellschaft angebotenen Anlagepläne erfolgt, finden die Ausgabeaufschläge, deren maximale Höhe sich aus dem jeweiligen Sonderreglement für den Teilfonds ergibt, Anwendung.

5. Anteile werden an jedem Tag, der zugleich Bankarbeitstag in Luxemburg ist («Bewertungstag»), ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt aufgeführt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag (unter Ausschluß des Bewertungstags) bei einer der nachgenannten Stellen zahlbar. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch ermächtigt, Anteile erst auszugeben, wenn der Ausgabepreis bereits bei einer der nachgenannten Stellen eingegangen ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

6. Für alle Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder der Vertriebsstelle an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Vertriebsstelle oder jeder Zahlstelle gezeichnet werden. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsaufträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

Art. 7. Anteilwertberechnung.

Der Wert eines Anteils (der «Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegte Währung (die «Teilfondswährung»). Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Sonderreglement eines entsprechenden Teilfonds wird der Anteilwert von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag, berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muß, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Vermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

2. Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

4. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere verkauft werden können.

5. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festlegt, bewertet.

6. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

7. Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlußabrechnungspreis («settlement price»).

8. Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

9. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festgelegt hat.

10. Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelskurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Anleger, welche einen Rücknahme- oder Umtauschvertrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

3. Jeder Antrag für die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch kann im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anteilinhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt zum Anteilwert gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements (Rücknahmepreis) und nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen

nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, der Vertriebsstelle oder der Depotbank.

2. Für alle Rücknahmaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, der Vertriebsstelle oder der Depotbank an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis je Anteil.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Jeder Inhaber welcher Anteile einer Klasse aus einem Teilfonds besitzt kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile einer anderen Klasse dieses Teilfonds umtauschen. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile einer anderen Klasse erfolgt auf der Grundlage des nächsterrechneten Anteilwertes der betreffenden Klasse, gegebenenfalls unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision deren maximale Höhe sich aus dem jeweiligen Sonderreglement für den Teilfonds ergibt und welche zugunsten der Vertriebsstelle erhoben wird. Jeder Inhaber hat des weiteren das Recht Anteile einer Klasse aus einem Teilfonds in Anteile derselben oder einer anderen Klasse eines anderen Teilfonds umzutauschen. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile derselben oder einer anderen Klasse eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des nächsterrechneten Anteilwertes des betreffenden Teilfonds und der betreffenden Klasse unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision deren maximale Höhe sich aus dem jeweiligen Sonderreglement für den Teilfonds ergibt und welche zugunsten der Vertriebsstelle erhoben wird. Falls für einen Teilfonds keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, der Vertriebsstelle oder der Depotbank zurückgegeben bzw. umgetauscht werden.

Art. 10. Rechnungsjahr - Abschlußprüfung.

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2002.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilinhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet Erwähnung im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds sowie im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 Nr. 3 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der Anteilklasse A des jeweiligen Teilfonds.

Art. 12. Kosten.

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft ein Entgelt, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement festgelegt ist. Neben der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem Teilfondsvermögen eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet. Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem Teilfonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, daß die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der Verwaltungsvergütung und sind deshalb mit einzubeziehen. Soweit ein Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebe-

nenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, daß zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des Sonderreglements und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen der Teilfonds anlegt sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

2. Die Depotbank erhält ein Entgelt von 0,08% p.a., das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuzahlen ist. Ein jährliches Minimum von EUR 6.000 pro Teilfonds ist anwendbar. Die Abwicklung von Wertpapiertransaktionen wird mit EUR 40 pro Transaktion verrechnet.

3. Die Zentralverwaltungsstelle, erhält folgendes Entgelt:

Für die Berechnung des täglichen Nettoinventarwerts der Teilfonds, ein Entgelt von 0,08% p.a., das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuzahlen ist. Ein jährliches Minimum von EUR 19.000 pro Teilfonds ist anwendbar.

Für die Führung des Namensregisters der Teilfonds, eine jährliche Gebühr von EUR 5.000 für den Fonds insgesamt (unabhängig von der Anzahl und dem Netto-Teilfondsvermögen der Teilfonds) sowie zusätzlich ein Entgelt für jeden Teilfonds von 0,50% p.a., das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

Für die Funktion der Domizilstelle und des Sekretariats, eine jährliche Gebühr von EUR 10.000 für den Fonds insgesamt (unabhängig von der Anzahl und dem Netto-Teilfondsvermögen der Teilfonds).

4. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und den Kapitalgewinnen sowie zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

a) die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist.

b) Steuern, die auf das Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.

c) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds handeln.

d) Kosten des Wirtschaftsprüfers.

e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren.

f) die banküblichen Gebühren gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile im Ausland.

g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen.

h) Kosten der für die Anteilhaber bestimmten Veröffentlichungen.

i) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstaussgabe von Anteilen.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstaussgabe von Anteilen werden auf maximal Euro 45.000 geschätzt und werden dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit dem Vermögen eines bestimmten Teilfonds stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen belastet, dem sie zuzurechnen sind.

Art. 13. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der Sonderreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglement jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

Art. 14. Veröffentlichungen.

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und der Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden außerdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. In jedem Jahres- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die jeden Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

3. Verkaufsprospekt (einschließlich Anhängen), Allgemeines Verwaltungsreglement, die Sonderreglements sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und der Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, der Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstellenvertrag sowie die Satzung der Verwaltungsgesellschaft können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei der Vertriebsstelle an deren jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden.

Art. 15. Auflösung des Fonds.

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;

b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Konkursverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird;

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements bleibt;

d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Die Anteilinhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds gemäß Artikel 15 wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 16. Verschmelzung von Fonds und von Teilfonds.

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluß des Verwaltungsrates gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten;

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds verstößt.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds.

Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung von Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Der Beschluß, einen Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluß zur Verschmelzung des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilinhaber an den Beschluß gebunden sind, die für die Ver-

schmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, daß sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäß vorstehender Bedingungen ebenfalls jederzeit beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds des Fonds oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuteilen und die Anteile als Anteile eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich, und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilhaber) neu zu bestimmen.

Art. 17. Verjährung.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr. 3 enthaltene Regelung.

Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden verfallen zugunsten des Fonds.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegt Luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988. Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum. Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Inkrafttreten.

Das Allgemeine Verwaltungsreglement tritt am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist. Luxemburg, den 21. Mai 2002.

BANQUE DE LUXEMBOURG ASSET MANAGEMENT S.A.

P. Baldauff / M. Keller

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

T. Gutenkauf / N. Thill

SONDERREGLEMENT

BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - RED

Für den Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Red (der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik.

Der Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Red strebt langfristig einen möglichst hohen Vermögenszuwachs durch Kursgewinne in Euro an. Er ist zur Gänze in Aktienfonds investiert. Der Anlageschwerpunkt liegt dabei auf europäischen und amerikanischen Aktienfonds. Er kann in Aktienfonds unterschiedlicher Anlagestile sowie in Large Cap- als auch in Small Cap-Fonds investiert werden.

Art. 2. Teilfondswährung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einem Ausgabeaufschlag von bis zu 5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Derzeit wird keine Umtauschprovision erhoben.

Art. 3. Höhe des Entgelts der Verwaltungsgesellschaft.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von bis zu 1,25% p.a. zu erhalten, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuzahlen ist.

Art. 4. Ausschüttungspolitik.

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 5. Dauer des Teilfonds.

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 6. Inkrafttreten.

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 21. Mai 2002 in Kraft getreten und wird am 10. Juni 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Luxemburg, den 21. Mai 2002.

BANQUE DE LUXEMBOURG ASSET MANAGEMENT S.A.

P. Baldauff / M. Keller

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

T. Gutenkauf / N. Thill

SONDERREGLEMENT

BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - ORANGE

Für den Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Orange (der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsverglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik.

Der Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Orange strebt mittel- bis langfristig einen möglichst hohen Vermögenszuwachs in Euro durch Kursgewinne und Renditen an. Es wird angestrebt 3/4 in Aktienfonds und 1/4 in Rentenfonds anzulegen, mit einem Maximum von 100% in Aktienfonds und einem Maximum von 50% in Rentenfonds.

Der Anlageschwerpunkt liegt dabei auf europäischen und amerikanischen Aktien- und Rentenfonds.

Art. 2. Teilfondswährung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsverglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einem Ausgabeaufschlag von bis zu 5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsverglements.

4. Derzeit wird keine Umtauschprovision erhoben.

Art. 3. Höhe des Entgelts der Verwaltungsgesellschaft.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von bis zu 1,25% p.a. zu erhalten, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuzahlen ist.

Art. 4. Ausschüttungspolitik.

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 5. Dauer des Teilfonds.

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 6. Inkrafttreten.

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 21. Mai 2002 in Kraft getreten und wird am 10. Juni 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Luxemburg, den 21. Mai 2002.

BANQUE DE LUXEMBOURG ASSET MANAGEMENT S.A.

P. Baldauff / M. Keller

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

T. Gutenkauf / N. Thill

SONDERREGLEMENT

BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - YELLOW

Für den Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Yellow (der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsverglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik.

Der Teilfonds BL KINGFISHER FUND OF FUNDS - Yellow strebt mittel- bis langfristig einen möglichst hohen Vermögenszuwachs in Euro durch Kursgewinne und Renditen an. Es wird angestrebt 1/2 in Aktienfonds und 1/2 in Rentenfonds anzulegen, mit einem Maximum von 75% in Aktienfonds und einem Maximum von 75% in Rentenfonds.

Der Anlageschwerpunkt liegt dabei auf europäischen und amerikanischen Aktien- und Rentenfonds.

Art. 2. Teilfondswährung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsverglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einem Ausgabeaufschlag von bis zu 5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsverreglements.

4. Derzeit wird keine Umtauschprovision erhoben.

Art. 3. Höhe des Entgelts der Verwaltungsgesellschaft.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von bis zu 1,25% p.a. zu erhalten, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuzahlen ist.

Art. 4. Ausschüttungspolitik.

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 5. Dauer des Teilfonds.

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 6. Inkrafttreten.

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 21. Mai 2002 in Kraft getreten und wird am 10. Juni 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Luxemburg, den 21. Mai 2002.

BANQUE DE LUXEMBOURG ASSET MANAGEMENT S.A.

P. Baldauff / M. Keller

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

T. Gutenkauf / N. Thill

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2002, vol. 568, fol. 38, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37172/007/708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

DIT PRIVATRENTE 1942-1951, Fonds Commun de Placement.

—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft hat den Fonds DIT PRIVATRENTE 1942-1951 per 13. Dezember 2001 aufgelöst.

Senningerberg, 16. Mai 2002.

dresdnerbank asset management S.A.

Heischmann / Göbel

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2002, vol. 568, fol. 23, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37278/672/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

DIT PRIVATRENTE 1957-1966, Fonds Commun de Placement.

—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft hat den Fonds DIT PRIVATRENTE 1957-1966 per 13. Dezember 2001 aufgelöst.

Senningerberg, 16. Mai 2002.

dresdnerbank asset management S.A.

Heischmann / Göbel

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2002, vol. 568, fol. 23, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37279/672/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

DIT PRIVATRENTE 1967-1976, Fonds Commun de Placement.

—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft hat den Fonds DIT PRIVATRENTE 1967-1976 per 13. Dezember 2001 aufgelöst.

Senningerberg, 16. Mai 2002.

dresdnerbank asset management S.A.

Heischmann / Göbel

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2002, vol. 568, fol. 23, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37280/672/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

DIT PRIVATRENTE 1977-1996, Fonds Commun de Placement.—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft hat den Fonds DIT PRIVATRENTE 1977-1996 per 13. Dezember 2001 aufgelöst.

Senningerberg, 16. Mai 2002.

dresdnerbank asset management S.A.

Heischmann / Göbel

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2002, vol. 568, fol. 23, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37281/672/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

DIT PRIVATRENTE 1952-1956, Fonds Commun de Placement.—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft hat den Fonds DIT PRIVATRENTE 1952-1956 per 13. Dezember 2001 aufgelöst.

Senningerberg, den 16. Mai 2002.

dresdnerbank asset management S.A.

Heischmann / Göbel

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2002, vol. 568, fol. 23, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37282/672/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2002.

LE BARRON INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 59.121.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 14 décembre 2001 à Luxembourg, 60, Grand-rue, 1^{er} étage, que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

1. Conversion du capital actuellement en LUF en EUR à dater du 1^{er} janvier 2002

2. Suppression de la mention de la valeur nominale des actions émises.

3. Adaptation de l'article 5), alinéa premier des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale».

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

LE BARRON INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 56, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21194/760/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2002.

LE BARRON INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 59.121.

—
EXTRAIT

Par décision du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg, le 14 décembre 2001, il résulte que la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

La société FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. est appelée aux fonctions de Commissaire aux Comptes jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

LE BARRON INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 56, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21195/760/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2002.

CORPORATE SERVICES EUROPE S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 72.421.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 février 2002:

- Sont acceptées les démissions des Administrateurs NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., et TYNDALL MANAGEMENT S.A. avec effet immédiat. Décharge leur est accordée.

- Est confirmée avec effet immédiat la nomination de NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A. et TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A. comme Administrateurs. Est confirmée la nomination de NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A. en tant qu'Administrateur-Délégué.

- Le siège social de la société est fixé avec effet immédiat c/o TURNER AUDIT & DOMICILIATION COMPANY S.C., 60, rue Grand-rue, 1^{er} Etage, L-1660 Luxembourg.

- Est acceptée la démission de FIDUCIAIRE MTA ACCOUNTANTS, Dudzelestraat, 32, 8300 Knokke, Belgique avec effet immédiat.

- Est confirmée la nomination de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

Luxembourg, le 6 février 2002.

Pour CORPORATE SERVICES EUROPE S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2002, vol. 565, fol. 54, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21196/760/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2002.

PALEDO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3231 Bettembourg, 38, route d'Esch.

STATUTS

L'an deux mille deux, le vingt-six février,

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Monsieur Paul Donven, demeurant à L-3231 Bettembourg, 38, route d'Esch.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de PALEDO, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bettembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'achat et la vente directe ou sur commission de meubles neufs et d'occasion articles de brocante et antiquités, objets et appareils ménagers d'occasion, articles de décoration et d'articles d'occasion, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2001.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents Euros (12.400,-), représenté par cent vingt quatre (124) parts sociales de cent Euros (100,-) chacune.

Toutes ces parts ont été entièrement souscrites par l'associé unique.

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents Euros (12.400,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernières volontés concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille Euros (1.000,-).

Assemblée générale

Et à l'instant, l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, fait désigner lui-même comme gérant unique.

Il peut engager valablement la société sans limitation de sommes.

Le siège social est établi à L-3231 Bettembourg, 38, route d'Esch.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Donven, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 février 2002, vol. 865, fol. 100, case 5. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 12 mars 2002.

C. Doerner.

(21348/209/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

VIDEO PARC INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R. C. Luxembourg B 73.413.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 21 juin 2001

3. Par votes spéciaux, l'Assemblée Générale donne à l'unanimité des voix décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'ensemble des mandats en 2000;

Les mandats d'Administrateurs et de Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2005.

4. L'Assemblée décide d'augmenter le nombre de postes d'administrateurs de trois à cinq.

5. L'Assemblée décide de nommer administrateurs Messieurs Pierre Hoffmann et Romain Thillens, demeurant tous deux professionnellement au 32, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs nouvellement élus prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2005.

Suite à cette résolution, le conseil d'administration se compose dorénavant comme suit:

- Rodney Haigh
- Nour Eddin Nijar
- Christophe Blondeau
- Pierre Hoffmann
- Romain Thillens

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2002, vol. 565, fol. 60, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21303/565/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

B.F. MEAT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 64.310.

L'an deux mille un, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de B.F. MEAT, S.à r.l., une société à responsabilité de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 64.310, constituée suivant acte notarié du 5 mai 1998, publié au Mémorial C numéro 536 du 23 juillet 1998 (ci-après dénommée «la Société»).

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée se compose des trois (3) seuls et uniques associés, à savoir:

1.- BREOGAN WORD LTD, une société régie par le droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Lake Building, 2nd Floor Wickhams Cay, P.O. Box 3174, Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques);

2.- Monsieur Patrick Femery, administrateur de sociétés, demeurant à 20, rue de Corbehem, F-62112 Gouy Sous Bellonne;

3.- Monsieur Jean-Michel Balavoine, administrateur de sociétés, demeurant à 3bis rue de Bapaume, F-62112 Gouy Sous Bellonne;

Les comparants susnommés sub 1.- à sub 3.- sont tous ici représentés par Monsieur Jean-Marie Bettinger, juriste, demeurant à Metz (France),

en vertu de trois (3) procurations lui données à Luxembourg, le 12 novembre 2001.

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il les résolutions des associés, prises chacune séparément, et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de supprimer temporairement la valeur nominale actuelle (1.000,- LUF) des cinq cents (500) parts sociales existantes et représentatives de l'intégralité du capital social actuellement fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF).

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de convertir le capital social de la Société, de même que la comptabilité de la Société de francs luxembourgeois (LUF) en euros (EUR) et de transformer par conséquent le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF), au taux de conversion d'un euro (1,- EUR)=quarante virgule trente-trois quatre-vingt-dix-neuf francs luxembourgeois (40,3399 LUF), en capital d'un montant de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-huit cents (12.394,68 EUR).

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide ensuite d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cinq euros et trente-deux cents (5,32 EUR) afin de le porter de son montant actuel présentement converti de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-huit cents (12.394,68 EUR) à un montant de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), par apport en numéraire de ladite somme à due concurrence, sans cependant créer, ni émettre des parts sociales nouvelles.

La preuve de ce paiement de cinq euros et trente-deux cents (5,32 EUR) effectué en numéraire par les trois (3) seuls et uniques associés susnommés, au prorata de leur participation actuelle dans le capital social, a été rapportée au notaire instrumentant, qui la reconnaît expressément.

Quatrième résolution

Tous pouvoirs nécessaires sont conférés par l'assemblée générale extraordinaire au comptable actuel, ou à la personne responsable de la comptabilité de la Société pour procéder aux différentes écritures comptables qui s'imposent, et notamment pour convertir tous les livres et documents de la Société de francs luxembourgeois (LUF) en euro (EUR).

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de fixer une nouvelle valeur nominale de chaque part sociale à cent vingt-quatre euros (124,- EUR) et de remplacer par conséquent les anciennes cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale, par cent (100) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune et d'attribuer les cent (100) nouvelles parts sociales aux trois seuls et uniques associés de la société B.F. MEAT, S.à r.l., de la façon suivante:

- soixante-dix (70) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, à la société BREOGAN WORD LTD, prédésignée;

- quinze (15) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, à Monsieur Patrick Femery, prénommé;

- quinze (15) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, à Monsieur Jean-Michel Balavoine, prénommé.

Sixième résolution

Afin de refléter la prédite augmentation de capital et la conversion du capital social de francs luxembourgeois (LUF) en euro (EUR), l'assemblée générale extraordinaire des associés décide de modifier l'article six des statuts de la Société pour lui donner finalement la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social souscrit est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, intégralement libérées.»

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémonitionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: J.-M. Bettinger, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 décembre 2001, vol. 863, fol. 82, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 janvier 2002.

J.-J. Wagner.

(21384/239/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

B.F. MEAT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 64.310.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 février 2002.

B. Moutrier.

(21385/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

BISHOP INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 68.798.

Le 31 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- a) la valeur nominale des actions est supprimée;
- b) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- c) le capital social actuel de LUF 5.800.000,- est converti en EUR 143.778,24;
- d) le capital autorisé de LUF 1.000.000.000,- est converti en EUR 24.789.352,48;
- e) l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

in English:

Art. 5. The corporate capital is set at EUR 143,778.24 divided into 58,000 shares without a par value.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The authorized capital is fixed at EUR 24,789,352.48 to be divided into 10,000,000 shares without a par value.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Furthermore the board of directors is authorized, during a period of five years, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorized capital.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors may determine. The board of directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued. The board of directors may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each raise of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be automatically adapted to this modification.

in German:

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 143.778,24, aufgeteilt in 58.000 Aktien ohne Nennwert.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Das genehmigte Kapital beträgt EUR 24.789.352,48 aufgeteilt in 10.000.000 Aktien ohne Nennwert.

Das genehmigte und das gezeichnete Gesellschaftskapital können durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre, welche unter Berücksichtigung derselben Beteiligungs- und Mehrheitsbedingungen wie für Satzungsänderungen abstimmen, erhöht oder reduziert werden.

Desweiteren ist der Verwaltungsrat berechtigt, während fünf Jahren das gezeichnete Kapital einmal oder mehrere Male innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhung kann mit oder ohne Agio gezeichnet werden, je nach Beschluss des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist insbesondere berechtigt, diese Kapitalerhöhungen zu verwirklichen, ohne den alten Aktionären ein Vorzugszeichnungsrecht auf den neuen Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat darf jede ordnungsgemäss hierzu befugte Person beauftragen, die Zeichnung und Zahlung der neuen im Rahmen der Kapitalerhöhung(en) ausgegebenen Aktien entgegenzunehmen.

Nach jeder Erhöhung des gezeichneten Kapitals, welche der Verwaltungsrat in der gesetzlich vorgeschriebenen Form durchführt, wird dieser Artikel automatisch an diese Änderung angepasst.

f) les 58.000 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 100,- chacune sont échangées contre 58.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 7 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour BISHOP S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21379/528/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

OMNION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 48.039.

RECTIFICATIF

L'an deux mille deux, le vingt février.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Madame Ute Bräuer, avocat, demeurant à Luxembourg,
2. Madame Tanja Dahm, employée privée, demeurant à Bilsdorf,
3. Madame Maggy Strauss, employée privée, demeurant à Garnich,

en leur qualité de mandataires des actionnaires et membres du bureau de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2000 de la société OMNION S.A. ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 48.039.

Lesquels comparants, ès qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire soussigné de documenter que lors de ladite Assemblée Générale des Actionnaires du 30 mars 2000, il s'est glissé une erreur dans la rédaction de la version française de l'article 5 des statuts qui doit se lire comme suit:

«**Art. 5. Capital social. Premier alinéa.** Le capital souscrit de la société est fixé à CHF 550.000 (cinq cent cinquante mille francs suisses) représenté par 5.500 (cinq mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de CHF 100 (cent francs suisses) chacune.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: U. Bräuer, T. Dahm, M. Strauss, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 février 2002, vol. 134S, fol. 16, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2002.

F. Baden.

(21318/200/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

OMNION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 48.039.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2002.

F. Baden.

(21319/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

EUROPROP LUXEMBOURG II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 32.155.

—
Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration du 21 septembre 2001

«... En vertu de cette autorisation, les membres du conseil d'administration décident de prendre les résolutions suivantes par voie circulaire:

1. Il est décidé de supprimer la valeur nominale des actions.

2. Conformément aux dispositions de la loi du 10 décembre 1998 modifiant la loi du 10 août 1915, il est décidé de convertir, avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social, actuellement exprimé en francs luxembourgeois, en euros, de sorte qu'il s'établisse à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents).

3. Il est décidé de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents), représenté par 1.000 (mille) actions sans désignation de valeur nominale.»

4. Il est décidé de donner mandat à chaque administrateur ou à Monsieur Jos Junker, agissant individuellement, afin de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, de procéder aux inscriptions dans les registres sociaux et d'établir des statuts coordonnés suite aux résolutions de la présente...»

Pour extrait conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2002, vol. 565, fol. 67, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21277/212/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

EUROPROP LUXEMBOURG II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 32.155.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2002.

P. Frieders.

(21278/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

R.I.I. S.A., RECHERCHE ET INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R. C. Luxembourg B 32.561.

—
Le 31 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

1) la valeur nominale des actions est supprimée;

2) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;

3) le capital social actuel de LUF 10.000.000 est converti en EUR 247.893,52;

4) le capital autorisé actuel de LUF 500.000.000 est converti en EUR 12.394.676,24;

5) l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros cinquante-deux cents (EUR 247.893,52) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

6) l'article 6, premier alinéa, première phrase, des statuts est modifié comme suit:

«Le capital autorisé est fixé à douze millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille six cent soixante-seize euros vingt-quatre cents (EUR 12.394.676,24), qui sera représenté par cinq cent mille (500.000) actions sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.»

Les 10.000 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 1.000 chacune sont échangées contre 10.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 7 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour R.I.I. S.A., RECHERCHE ET INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21356/528/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

EUROPROP (HOLDING) LUXEMBOURG II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 32.113.

—
Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration du 21 septembre 2001

«... En vertu de cette autorisation, les membres du conseil d'administration décident de prendre les résolutions suivantes par voie circulaire:

1. Il est décidé de supprimer la valeur nominale des actions.
2. Conformément aux dispositions de la loi du 10 décembre 1998 modifiant la loi du 10 août 1915, il est décidé de convertir, avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social, actuellement exprimé en francs luxembourgeois, en euros, de sorte qu'il s'établisse à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents).
3. Il est décidé de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents), représenté par 1.000 (mille) actions sans désignation de valeur nominale.»

4. Il est décidé de donner mandat à chaque administrateur ou à Monsieur Jos Junker, agissant individuellement, afin de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, de procéder aux inscriptions dans les registres sociaux et d'établir des statuts coordonnés suite aux résolutions de la présente...»

Pour extrait conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2002, vol. 565, fol. 67, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21279/212/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

EUROPROP (HOLDING) LUXEMBOURG II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 32.113.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2002.

P. Frieders.

(21280/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

HOLDER INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 65.534.

—
Le 31 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- a) la valeur nominale des actions est supprimée;
- b) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- c) le capital actuel de LUF 1.250.000 est converti en EUR 30.986,69;
- d) le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

En anglais

«**Art. 5. 1st paragraph.** The corporate capital is set at thirty thousand nine hundred and eighty-six euro sixty-nine cents (EUR 30,986.69), divided into one thousand two hundred and fifty (1,250) shares without a par value.»

En français

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** 5.1. Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

e) les 1.250 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 1.000 chacune sont échangées contre 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 7 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour *HOLDER INTERNATIONAL S.A.*

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21357/528/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

**PIPAL SOLUTIONS - BENELUX, Société Anonyme,
(anc. PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX).**
Registered office: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 83.702.

In the year two thousand and two, on the thirty-first day of January.
Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX (R. C. Luxembourg, section B number 83.702), a «société anonyme» established and having its registered office at L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, incorporated by a notarial deed on September 10, 2001, not yet published in the Mémorial C, (hereafter «the Company»).

The meeting is declared open and is presided by Mrs Isabelle Seignert, employée privée, residing in Ay-sur-Moselle (France).

The chairman appoints as secretary of the meeting Mr Denis Lenfant, employee, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Luc Wittner, employee, residing in Thionville (France).

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to record that:

I.- The agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1.- To amend the Company's corporate name from PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX, into PIPAL SOLUTIONS - BENELUX, and to amend subsequently Article one, first paragraph of the Articles of Incorporation to give it henceforth the following wording:

«**Art. 1. First Paragraph.** There is hereby organized a company in the form of a «société anonyme», the name of which shall be PIPAL SOLUTIONS - BENELUX.

2.- To acknowledge that all hundred twenty-five (125) existing shares of the company, paid up only to the extent of twenty-five per cent (25%) at the time of its Incorporation, have now been entirely paid up in cash.

3.- To amend Article three of the Articles of Incorporation, to give it henceforth the following wording:

«**Art. 3.** The subscribed capital is fixed at hundred twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), divided into hundred twenty-five (125) shares with a par value of thousand Euros (1,000.- EUR) each, fully paid up.

The shares of the company may be in registered form or in bearer form at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

The company may redeem its own shares within the limits fixed by the law.»

II.- The names of the shareholders and the number of shares held by each of them are indicated in an attendance-list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the board of the meeting; such attendance-list and proxies will remain attached to the original of these minutes to be registered with this deed.

III.- It appears from the said attendance-list that out of the hundred twenty-five (125) shares representing the entire issued share capital of the Company all shares are present or represented at the meeting. The meeting is so validly constituted and may properly resolve on its agenda known to all the shareholders present or represented, all the shareholders of the Company being present or represented at the present meeting.

After deliberation, the meeting adopts each time unanimously the following resolutions.

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders of the Company resolves to change the name of the Company from PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX to PIPAL SOLUTIONS - BENELUX.

Second resolution

In order to reflect such change of the Company's corporate name, the extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend consequently the first paragraph of Article one of the Articles of Incorporation. The general meeting of shareholders resolves to give Article one, first paragraph of the Articles of Incorporation the following wording:

«**Art. 1. First Paragraph.** There is hereby organized a company in the form of a «société anonyme», the name of which shall be PIPAL SOLUTIONS - BENELUX.

Third resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that, as per today, all the hundred twenty-five (125) existing shares issued and only paid up to the extent of twenty-five per cent (25%) of their nominal value, at the time of the Incorporation of said Company, have now been fully paid up (100 %) in cash, proof of which has been given to the undersigned notary, who expressly states this.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the general meeting of shareholders resolves to amend Article three of the Articles of Incorporation as follows:

«**Art. 3.** The subscribed capital is fixed at hundred twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), divided into hundred twenty-five (125) shares with a par value of thousand Euros (1,000.- EUR) each, fully paid up.

The shares of the company may be in registered form or in bearer form at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

The company may redeem its own shares within the limits fixed by the law.»

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the company as a result of this deed are estimated at seven hundred fifty Euros.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereas this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suite la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX (R. C. Luxembourg, section B numéro 83.702), une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, constituée suivant acte notarié du 10 septembre 2001, non encore publié au Mémorial C (ci-après «la Société»).

L'assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Madame Isabelle Seignert, employée privée, demeurant à Aysur-Moselle (France).

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Denis Lenfant, employé privé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Monsieur Luc Wittner, employé privé, demeurant à Thionville (France).

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- De changer la dénomination sociale de la Société de PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX en PIPAL SOLUTIONS - BENELUX et de modifier en conséquence l'Article premier, Alinéa premier des statuts, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Premier Paragraphe.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de PIPAL SOLUTIONS - BENELUX.»

2.- De constater que toutes les cent vingt-cinq (125) actions existantes de la Société, libérées lors de sa constitution seulement à hauteur de vingt-cinq pourcent (25%) sont désormais entièrement libérées en numéraire.

3.- De modifier l'Article trois des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR) divisé en cent vingt-cinq (125) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.»

II.- Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III.- Il résulte de cette liste de présence que sur les cent vingt-cinq (125) actions représentant l'entière du capital social émises toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale. L'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés, tous les actionnaires de la société étant présents ou représentés à la présente assemblée générale.

Après délibération, l'assemblée a ensuite adopté les résolutions suivantes chaque fois par vote unanime.

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de changer la dénomination sociale de la Société de PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS - BENELUX en celle de PIPAL SOLUTIONS - BENELUX.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce changement de la dénomination sociale, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'Article premier des statuts de la Société. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de donner à cet Article premier, premier alinéa des statuts, la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de PIPAL SOLUTIONS - BENELUX. »

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate qu'à la date d'aujourd'hui, toutes les cent vingt-cinq (125) actions existantes, qui étaient libérées lors de la constitution de la Société seulement à hauteur de vingt-cinq pour cent (25%), sont désormais intégralement libérées (100 %) en numéraire, preuve de cette libération a été donnée au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Quatrième résolution

Afin d'adapter les statuts à la résolution qui précède, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'article trois des statuts de la Société, comme suit:

«**Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR) divisé en cent vingt-cinq (125) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la société en raison du présent acte sont évalués à la somme de sept cent cinquante euros.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. Seignert, D. Lenfant, L. Wittner, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 février 2002, vol. 865, fol. 70, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 février 2002.

J.-J. Wagner.

(21386/239/145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

**PIPAL SOLUTIONS-BENELUX, Société Anonyme,
(anc. PIPAL SOFTWARE SOLUTIONS-BENELUX).**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 83.702.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 mars 2002.

J.-J. Wagner.

(21387/239/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

RETRIVER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R. C. Luxembourg B 49.666.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 17 mai 2001

3. Par votes spéciaux, l'Assemblée Générale donne à l'unanimité des voix décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'ensemble des mandats relatifs à la clôture des comptes 2000;

4. L'Assemblée décide d'augmenter le nombre de poste d'Administrateurs de trois à cinq;

5. L'Assemblée décide de nommer Administrateurs Messieurs Pierre Hoffmann demeurant professionnellement au 32, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg et Romain Thillens demeurant professionnellement au 32, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs nouvellement élus viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2003.

Suite à cette résolution, le Conseil d'Administration se compose dorénavant comme suit:

- Rodney Haigh,
- Nour Eddin Nijar,
- Christophe Blondeau,
- Romain Thillens,
- Pierre Hoffmann.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2002, vol. 565, fol. 60, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21306/565/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

BERTON COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 38.680.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 28 juin 2002 au siège social.

Ordre du jour:

1. Ratification de la cooptation de LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., au poste d'administrateur de la société.
2. Constatation d'une irrégularité commise dans la nomination de Monsieur Gilles Jacquet au poste d'administrateur de la société et ratification de tous les actes posés par lui en tant qu'administrateur de la société depuis le 8 mai 2001.
3. Nomination de Monsieur Gilles Jacquet au poste d'administrateur.
4. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Johan Dejans et du mandat de commissaire aux comptes de BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG S.A.
5. Conversion en euros du capital social actuellement exprimé en LUF, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2002.
6. Suppression de la mention de la valeur nominale des actions émises, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2002.
7. Adaptation de l'article 3 des statuts.

I (03045/595/20)

Le Conseil d'Administration.

LEM TRANS A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 102, Auf dem Kiemel.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Weiswampach, le 24 juin 2002 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Changement des articles 2 et 4 des statuts;
- Démission de deux administrateurs;
- Nomination de deux administrateurs;
- Divers.

I (03050/667/13)

Le Conseil d'Administration.

CHARISMA SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 72.483.

Hiermit wird allen Anteilhabern der CHARISMA SICAV (die «Gesellschaft») mitgeteilt, daß eine

AUßERORDENTLICHE GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

am 17. Juli 2002 um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Änderung der Artikel 5, 7, 8, 17 und 29 der Satzung der CHARISMA SICAV zur Registrierung weiterer Teilfonds der Sicav in der Bundesrepublik Deutschland sowie die Annahme der geänderten Satzung.
2. Verschiedenes.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile. Eine außerordentliche Generalversammlung vom 5. Mai 2002 hat das o.g. Quorum nicht erreicht, so dass, gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, anlässlich dieser Versammlung kein Anwesenheitsquorum verlangt ist und die Beschlüsse mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile getroffen werden.

Der Entwurf der umgewandelten Satzung ist am Gesellschaftssitz einsehbar.

Luxemburg, im Mai 2001.

CHARISMA SICAV

Der Verwaltungsrat

I (03202/755/25)

EMERGE CAPITAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 48.530.

To our shareholders,
We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of our company, which will take place at the offices of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *June 26, 2002* at 4.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2002; allocation of the net results
3. Discharge to the Directors
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous

Resolutions on the agenda of the annual general meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (03062/755/24)

The Board of Directors.

LUXEMBOURG EUROPEAN AND AMERICAN FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 37.669.

To our shareholders,
We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company to be held at the offices of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *June 26, 2002* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2002; allocation of the net results
3. Discharge to the Directors
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (03070/755/24)

The Board of Directors.

INFOGATE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 74.036.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2002, vol. 565, fol. 73, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INFOGATE S.A., Société Anonyme

Signature

(21287/783/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

JAPAN DYNAMIC FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 21.694.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of our company, which will be held at the registered office of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg, on *June 28, 2002* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at March 31, 2002;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg.

I (03094/755/24)

The Board of Directors.

TRIO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 31.376.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *28 juin 2002* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
4. Elections statutaires.
5. Conversion en euros du capital social actuellement exprimé en LUF, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2002.
6. Suppression de la mention de la valeur nominale des actions émises, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2002.
7. Adaptation de l'article 3 des statuts, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2002.
8. Divers.

I (03118/595/18)

Le Conseil d'Administration.

MIDILUX HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 6.749.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *28 juin 2002* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et rapport de révision sur les comptes consolidés de l'exercice 2001.
2. Approbation des comptes annuels et comptes annuels consolidés au 31 décembre 2001 et affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs, Commissaire aux Comptes et au Réviseur d'Entreprises.
4. Elections statutaires des Administrateurs, du Commissaire aux Comptes et du Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an.

I (03154/000/16)

Le Conseil d'Administration.

QUILVEST, Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 6.091.

—
Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

pour le vendredi 28 juin 2002 à 11.00 heures à la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire les actionnaires seront appelés à délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et approbation des comptes.
2. Rapport des Réviseurs Indépendants sur l'exercice 2001 et approbation des comptes consolidés.
3. Rémunération du Conseil d'Administration.
4. Affectation du bénéfice.
5. Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes.
6. Rachat d'actions propres.
7. Nomination d'un Administrateur.
8. Nomination de Commissaire aux Comptes.
Nomination de Réviseurs Indépendants pour les comptes consolidés du Groupe.
9. Vote sur toute autre proposition du Conseil d'Administration.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

La documentation de convocation pour cette assemblée d'actionnaires pourra être obtenue, soit au siège social de la Société, soit auprès de notre filiale, BANQUE PRIVÉE QUILVEST, 234, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e, soit auprès de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Pour pouvoir assister à cette réunion, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres auprès des banques et établissements financiers au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'au siège social de la Société avant le 25 juin, date de clôture de la liste de présence.

Les procurations doivent parvenir à la Société avant cette date.

La convocation à cette réunion est effectuée conformément à l'article 19 des statuts.

I (03152/000/33)

Le Conseil d'Administration.

QUILMES INDUSTRIAL, Société Anonyme Holding.

Registered office: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 32.501.

—
The shareholders of Class A shares and Class B shares are herewith convened to attend as of Friday June 28, 2002 at 10.00 a.m. at DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg the

ORDINARY GENERAL MEETING

for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and the Statutory Auditors and approval of the accounts.
2. Report of the Independent Auditors on the financial year 2001 and approval of the consolidated accounts.
3. Remuneration of the Board of Directors.
4. Appropriation of profits.
5. Discharge to the Directors and the Statutory Auditors.
6. Acquisition of own shares.
7. Appointment of a Director.
8. Appointment of Statutory Auditors.
Appointment of Independent Auditors for the consolidated financial statements.
9. Vote on any other business proposed by the Board of Directors.

The resolutions on the agenda of the Ordinary General Meeting do not require a special quorum and will be adopted if they are voted upon by the majority of the Shareholders present or represented.

The documents relating to this General Meeting of Shareholders shall be obtained at the Registered Office of the Company, at BANQUE PRIVÉE QUILVEST, 243, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e or at DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

In order to attend this meeting, the Shareholders of Class A shares and Class B shares shall deposit their shares with banks or financial institutions in Luxembourg or abroad or at the Registered Office of the Company before June 25. The attendance list will be closed at that date.

Proxies must be received by that date at the latest.

The notice for this meeting is given in accordance with Article 18 of the Articles of Incorporation.

I (03153/000/30)

The Board of Directors.

BNP PROTECTED, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 72.635.

You are hereby invited to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

which will be held at the registered office of the Company on Friday, 28th June 2002 at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and Auditor for the year ended as at 28th February 2002;
2. Approval of the annual accounts closed as at 28th February 2002;
3. Discharge to be granted the Directors for the fulfilment of their mandate;
4. Composition of the Board of Directors;
5. Renewal of the mandate of the Auditor for a new term of one year;
6. Miscellaneous.

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be resolved by the majority of the shareholders present or represented.

In order to be allowed to attend or be represented at meetings, holders of shares must have deposited their securities by 21st June 2002 at the latest at the offices of the Sub-Paying Agent, BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg (where proxy forms are made available).

I (03159/755/21)

The Board of Directors.

BNP FLOOR FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered Office: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 72.634.

You are hereby invited to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of BNP FLOOR FUND, Société d'Investissement à Capital Variable to be held at the registered Office of the Company, on Friday, 28th June 2002 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and Auditor for the year ended as at 28th February 2002;
2. Approval of the annual accounts closed as at 28th February 2002;
3. Discharge to be granted the Directors for the fulfilment of their mandate;
4. Composition of the Board of Directors;
5. Renewal of the mandate of the Auditor for a new term of one year;
6. Miscellaneous.

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be resolved by the majority of the shareholders present or represented.

In order to be allowed to attend or be represented at meetings, holders of shares must have deposited their securities by 21st June 2002 at the latest at the office of the Sub-Paying Agent, BNP PARIBAS LUXEMBOURG 10A boulevard Royal, L-2093 Luxembourg (where proxy forms are made available)

I (03160/755/22)

The Board of Directors.

C.T.B.R. LUXEMBOURG HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 79.825.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 juin 2002 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
- approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
- affectation des résultats au 31 décembre 2001;
- décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
- divers.

I (03215/817/17)

Le Conseil d'Administration.

SARASIN MULTI LABEL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
H. R. Luxembourg B 76.311.

Die SARASIN MULTI LABEL wird am 28. Juni 2002 ihre

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

in Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy (BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, Hauptsitz), um 11.00 Uhr durchführen. Folgende Punkte stehen auf der Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Berichte
 - a. Verwaltungsratsbericht und Bericht der Untieranlageberater
 - b. Revisionsbericht
2. Genehmigung der Vermögensaufstellung sowie der Veränderungen des Reinvermögens für den Zeitraum bis zum 31. März 2002
3. Entlastung des Verwaltungsrates für seine Tätigkeit im vergangenen Geschäftsjahr
4. Wahl der bisherigen Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Jahreshauptversammlung Pricewaterhouse-Coopers
5. Verwendung der Reingewinns
Da nur thesaurierende Aktien ausstehend sind, ist keine Ausschüttung vorgesehen.
6. Verschiedenes

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Vollmachtsformulare werden den Eignern von Namensanteilen zugesandt und können an folgende Adressen zurückgeschickt werden:

Luxemburg: BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., L-2951 Luxembourg

Schweiz: BANK SARASIN & CIE, Abteilung FOP, Elisabethenstrasse 62, CH-4002 Basel.

I (03161/755/28)

Der Verwaltungsrat.

ROYAL & SunALLIANCE GLOBAL INVESTMENT PORTFOLIO,

Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R. C. Luxembourg B 63.104.

You are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the ROYAL & SunALLIANCE GLOBAL INVESTMENT PORTFOLIO (the «Company») which will be held at the registered office of the Company 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, on June 27, 2002 at 14.30 p.m. CET with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Accounts for the financial year ended on March 31, 2002.
2. Approval of the Report of the Board of Directors to the Shareholders and the Report of the Auditors for the financial year ended on March 31, 2002.
3. Discharge of the Auditors and the Directors of the Company in respect of the carrying out of their duties for the year ended on March 31, 2002.
4. Ratification of the co-optation of Mr Jaime Requeijo on the resignation of Mr Ignacio Eyries (January 2, 2002) and the re-election of Mr Robert Matthews, Mr Trevor Mawhinney, Mr Paul Donaldson, Mr Michael Winzer, Mr Danilo Ignazzi and Mr Ian Shirley to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the annual accounts for the financial year ending on March 31, 2003.
5. Re-appointment of the Auditors of the Company, PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, to serve until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the annual accounts for the financial year ending on March 31, 2003.
6. Miscellaneous.

If you cannot be personally present at the Meeting and wish to be represented, you are entitled to appoint a proxy to vote instead of you. A proxy need not be a shareholder of the Company. To be valid, a form of proxy must be lodged with its registered office, 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg to the attention of Elizabeth Kearns (fax + 352 46 26 85 825), in any case, prior to June 26, 2002 at 5.00 p.m. CET.

Please note that the resolutions on the above mentioned agenda will require no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

The Proxy will remain in force if the Meeting, for whatsoever reason, is postponed.

I (03213/755/33)

The Board of Directors.

C.R. ENTREPRISES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 188, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 61.646.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 28 juin 2002 à 15.00 heures au siège de la société, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
- b. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
- c. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- d. Nominations statutaires
- e. Divers

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale ordinaire au siège de la société.

I (03203/717/19)

Le Conseil d'Administration.

XENOS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 63.698.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 28 juin 2002 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 mars 2002.
4. Décharge à donner aux Administrateurs.
5. Affectation du résultat.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'assemblée générale ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

I (03212/584/21)

Le Conseil d'Administration.

DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 39.044.

Par la présente, la soussignée D.S. CORPORATION S.A. dénonce, avec effet immédiat, le siège social de la société anonyme DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A. fixé à ce jour au 11, boulevard Dr. Charles Marx à Luxembourg.

Il résulte des lettres adressées à la société DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A., toutes datées du 13 mars 2002 que

- Madame Sylvie Theisen, Luxembourg
- Madame Eliane Irthum, Helmsange
- Monsieur Manuel Hack, Mamer

ont démissionné, avec effet immédiat de leurs mandats d'administrateur de la société DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A.

ACCOFIN SOCIETE FIDUCIAIRE, S.à r.l., Luxembourg, a démissionné, avec effet immédiat, de son mandat de commissaire aux comptes de la société DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A.

Luxembourg, le 13 mars 2002.

D.S. CORPORATION S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2002, vol. 565, fol. 74, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21312/788/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

LUXYACHTING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 42, Grand-rue.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le jeudi 27 juin 2002 à 15.00 heures à la Ferme de la Pitance, 33, rue Jean Lorette à 6230 Thiméon, Belgique, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Bilan et compte de résultats intermédiaires.
2. Rapport de gestion journalière.
3. Nomination des administrateurs.
4. Changement de statuts.
5. Divers.

I (03216/000/15)

*Le Conseil d'Administration.***MADE BY SAM'S LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 26, rue Saint Mathieu.

R. C. Luxembourg B 19.034.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, le 5 juillet 2002 à 9.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes actuellement en fonction.
4. Résolution selon l'article 100 de la loi du 10 août 1915, telle qu'amendée, sur la continuation de la société.
5. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03267/000/17)

*Le Conseil d'Administration.***SOUTHINVEST S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 35.543.

1. M. Gérard Matheis, conseil économique, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été nommé administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de l'engager par sa seule signature quant à cette gestion.

2. Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2003, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'Administration

M. André Wilwert, diplômé ICHEC Bruxelles, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, administrateur-délégué

M. Gérard Matheis, conseil économique, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, administrateur-délégué (en remplacement de M. Bob Bernard, démissionnaire)

M. Paul Marx, docteur en droit, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, administrateur

Commissaire aux comptes

La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, S.à r.l., réviseur d'entreprises, avec siège à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

Luxembourg, le 21 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour SOUTHINVEST S.A.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21366/528/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

APOLLO GLOBAL DERIVATIVES, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.
H. R. Luxembourg B 69.863.

Den Aktionären wird hiermit zur Kenntnis gebracht, dass am 25. Juni 2002 um 14.00 Uhr eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am Sitz der Gesellschaft 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

- Abänderung des Artikels 5 der Satzungen um das Mindestkapital von 50 Millionen Luxemburger Franken in Euro umzuwandeln;

- Abänderung des Artikels 12.III.(e) der Satzungen in folgenden Wortlaut:

(e) wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Anteilklasse oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt.

- Abänderung des Artikels 21 (erster Satz) in folgenden Wortlaut:

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Fondsmanager ernennen.

Die Inhaber welche Inhaberanteile halten und an der Generalversammlung teilnehmen möchten, sind gebeten ihre Inhabertifikate am 21. Juni 2002 spätestens am Sitz der Gesellschaft zu hinterlegen.

Damit die Generalversammlung beschlussfähig ist, ist eine Vertretung (Quorum) von 50 % der gezeichneten Aktien notwendig. Beschluss über die Tagesordnung erfordert eine 2/3-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilen.
(03273/296/23)

Der Verwaltungsrat.

LIPARIS FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 73.310.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant;
- f. démission du commissaire de surveillance et nomination de son remplaçant;
- g. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- h. divers.

II (02643/045/18)

Le Conseil d'Administration.

LYSIAS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 77.102.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant;
- f. démission du commissaire de surveillance et nomination de son remplaçant;
- g. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- h. divers.

II (02644/045/18)

Le Conseil d'Administration.

JAPAN PACIFIC FUND SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 8.340.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre Société, qui aura lieu le 19 juin 2002 à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises agréé.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2002.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Réélection des Administrateurs pour un nouveau mandat d'un an, expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2003.
5. Divers.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 10 juin 2002 au plus tard au siège de KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg. Des procurations sont disponibles au siège de la Sicav.

II (02671/755/22)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE FINANCIERE DU MONT CANIGOÛ S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 40.635.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 20 juin 2002 à 11.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Nomination des administrateurs et du commissaire.
5. Divers.

II (02695/660/15)

Pour le Conseil d'Administration.

VIDIFER S.A.H., Société Anonym.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 10.993.

Le 20 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- a) la valeur nominale des actions est supprimée;
- b) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- c) le capital actuel de LUF 4.000.000 est converti en EUR 99.157,41;
- d) le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix-neuf mille cent cinquante-sept euros quarante et un cents. Il est divisé en deux mille (2.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

e) les 2.000 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 2.000 chacune sont échangées contre 2.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 7 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour VIDIFER S.A.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21358/528/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

PROPRIANO HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 29.210.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 juin 2002 à 15.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

II (02750/045/16)

Le Conseil d'administration.

FONDS DIREKT SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 70.709.

Die Aktionäre der FONDS DIREKT SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 19. Juni 2002 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung des Beschlusses über die Gewinnverwendung vom 27. Februar 2002

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefaßt.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, daß die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muß der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Luxemburg, im Mai 2002.

II (02918/755/19)

Der Verwaltungsrat.

DESIDERATA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 70.335.

1) M. André Wilwert, diplômé ICHEC Bruxelles, ayant son domicile professionnelle à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été nommé président du conseil d'administration.

2) M. Gérard Matheis, conseil économique, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été nommé administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2005 et administrateur-délégué, charge de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de l'engager par sa seule signature quant à cette gestion, en remplacement de M. Bob Bernard, démissionnaire.

- 3) L'affectation du bénéfice au 31 décembre 1999 a été rectifiée comme suit:

bénéfice au 31 décembre 1999	131.518,98 EUR
affectation au capital de EUR 130.590 le 29 novembre 2000	130.590,00 EUR
à la réserve légale.	928,98 EUR

Luxembourg, le 22 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour *DESIDERATA HOLDING S.A.*

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21369/528/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

IVORY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 82.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (02919/817/18)

Le Conseil d'Administration.

INSTALLATIONS FROID PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 4.288.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. conversion du capital en euros dans les limites de la loi du 10 décembre 1998;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
8. divers.

II (02920/817/19)

Le Conseil d'Administration.

PESA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 25.208.

Le 31 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- 1) la valeur nominale des actions est supprimée;
- 2) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- 3) le capital actuel de LUF 1.250.000 est converti en EUR 30.986,69;
- 4) l'article 5, premier alinéa, des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

5) Les 1.250 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 1.000 chacune sont échangées contre 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 27 décembre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour PESA S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21359/528/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

EURO DEVELOPPEMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 81.444.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (02921/817/18)

Le Conseil d'Administration.

PARLAM INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 81.337.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (02924/817/18)

Le Conseil d'Administration.

KEKKONEN S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 13.939.

Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2006, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'Administration

M. Jean Grün, industriel, Blaschette, président du conseil d'administration et administrateur-délégué

M. Gérard Matheis, conseil économique, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, (en remplacement de M. Bob Bernard, démissionnaire),

M. André Wilwert, diplômé I.C.H.E.C. Bruxelles, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie,

Commissaire aux comptes

La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, S.à r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

Luxembourg, le 23 janvier 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour KEKKONEN S.A.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21370/528/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

DALTINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 74.771.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (02925/817/18)

Le Conseil d'Administration.

CAPITAL INVESTISSEMENTS EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 70.122.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (02926/817/18)

Le Conseil d'Administration.

TIMEBOX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 61.110.

Le 20 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- a) la valeur nominale des actions est supprimée;
- b) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- c) le capital actuel de FRF 1.500.000,- est converti en EUR 228.673,53;
- d) l'article 5, 1^{er} alinéa des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à EUR 228.673,53 (deux cent vingt-huit mille six cent soixante-treize euros et cinquante-trois cents) représenté par 15.000 (quinze mille) actions sans désignation de valeur nominale.»

e) Les 15.000 actions existantes d'une valeur nominale de FRF 100,- chacune sont échangées contre 15.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour TIMEBOX S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21372/528/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

SALIX INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 62.889.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 juin 2002 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur les exercices 2000 et 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. remplacement d'un Administrateur démissionnaire et du Commissaire de Surveillance;
- g. divers

II (02959/045/18)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE DE PARTICIPATIONS "FILUNOR", Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 6.739.

Les Actionnaires de la SOCIETE DE PARTICIPATIONS "FILUNOR", Société Anonyme Holding, sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

pour le mercredi, 19 juin 2002 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
2. Rapport du Commissaire de Surveillance;
3. Lecture et approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

II (02972/534/18)

Le Conseil d'Administration.

SWANN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 78.758.

Le 20 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité les décisions suivantes sur base de la loi du 10 décembre 1998 sur la conversion du capital en euros.

- a) la valeur nominale des actions est supprimée;
- b) l'euro est adopté comme monnaie d'expression du capital;
- c) le capital actuel de LUF 1.250.000,- est converti en EUR 30.986,69;
- d) l'article 5, 1^{er} alinéa, des statuts est modifié comme suit:

The corporate capital is set at EUR 30,986.69 (thirty thousand nine hundred and eighty-six euro and sixty-nine cents), divided into 1,250 (one thousand and two hundred fifty) shares without a par value.»

«Le capital social est fixé à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents) divisé en 1.250 (mille deux cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.»

e) Les 1.250 actions existantes d'une valeur nominale de LUF 1.000 chacune sont échangées contre 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour SWANN HOLDING S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2002, vol. 565, fol. 22, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21373/528/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

GWENAEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 50.822.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2002 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant;
- f. démission du commissaire de surveillance et nomination de son remplaçant;
- g. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- h. divers.

II (02642/045/18)

Le Conseil d'Administration.

CABLE TRAY INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: ITL 1.750.000.000,-.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 63.286.

L'an deux mille deux, le vingt-cinq février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée CABLE TRAY INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, R. C. Luxembourg section B numéro 63.286, constituée suivant acte reçu par devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 16 février 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 374 du 23 mai 1998, modifié par acte de Maître Jacques Delvaux, le 10 avril 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 498 du 6 juillet 1998, modifié par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 25 janvier 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 314 du 28 avril 2000.

L'assemblée est présidée par Monsieur Rémy Meneguz, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Giovanni Vittore, Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Anne-Marie Primiceri, Employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignées sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1) Suppression de la valeur nominale des 1.750 parts sociales existantes;
- 2) Conversion de la devise d'expression du capital social de Lires Italiennes en EUR avec effet au 1^{er} janvier 2002;
- 3) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 41.200,43 (quarante et un mille deux cent euros quarante-trois centimes) pour le porter de son montant converti de EUR 903.799,57 (neuf cent trois mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf euros cinquante-sept centimes) à EUR 945.000,- (neuf cent quarante-cinq mille euros), par incorporation à due concurrence d'une partie des réserves disponibles, sans création et émission de parts sociales nouvelles;
- 4) Remplacement des 1.750 parts sociales sans désignation de valeur nominale existantes par 1.750 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 540,- (cinq cent quarante euros) chacune;
- 5) Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Le capital social est fixé à EUR 945.000,- (neuf cent quarante-cinq mille euros) représenté par 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 540,- (cinq cent quarante euros) chacune».

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales représentant le capital social de ITL 1.750.000.000,- (un milliard sept cent cinquante millions de lires italiennes).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir, avec effet au 1^{er} janvier 2002, la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à ITL 1.750.000.000,- (un milliard sept cent cinquante millions de lires italiennes), pour l'exprimer dorénavant en EUR (Euros), au cours officiellement établi au 1^{er} janvier 1999 de EUR 1,- égal à ITL 1.936,27,-; par conséquent le capital social de la société sera dorénavant fixé à EUR 903.799,57 (neuf cent trois mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf euros cinquante-sept centimes).

Cette conversion est à considérer comme effective à la date du 1^{er} janvier 2002.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de EUR 41.200,43 (quarante un mille deux cent euros quarante-trois centimes), pour le porter de son montant actuel converti de EUR 903.799,57 (neuf cent trois mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf euros cinquante-sept centimes) à EUR 945.000,- (neuf cent quarante-cinq mille Euros) à libérer intégralement par incorporation à due concurrence d'une partie des réserves disponibles, sans création et émission de parts sociales nouvelles.

Preuve de l'existence des réserves disponibles a été donnée au notaire instrumentant au moyen du rapport financier de la société daté du 31 décembre 2001.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de remplacer les 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales sans désignation de valeur nominale existantes par 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 540,- (cinq cent quarante euros) chacune.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Cinquième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 945.000,- (neuf cent quarante-cinq mille Euros), représenté par 1.750 (mille sept cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 540,- (cinq cent quarante euros) chacune.».

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Meneguz, G. Vittore, A.-M. Primiceri, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} mars 2002, vol. 134S, fol. 30, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2002.

J. Elvinger.

(21400/211/84) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.

CABLE TRAY INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: ITL 1.750.000.000,-.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 63.286.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(21401/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2002.